

Égalité, parité et discriminations en 2012

Article rédigé par *Nicolas Bagory*, le 09 mars 2012

"Ils prennent l'étiollement de leur âme pour de la civilisation et de la générosité", remarquaient Stendhal des bourgeois de Paris en 1830. A ce compte-là, tous les candidats se valent tous dans leurs positions consensuels, idéologiquement centristes et carrément solipsistes. Ils veulent, dans leur ensemble, nous obliger à faire le bien alors qu'ils ne sont pas même capables, pour la plupart, de discerner les vrais maux. L'égalité guillotinaient jadis les nobles, elle émascule désormais les hommes. « La France a toujours cru que l'égalité consistait à trancher ce qui dépassait », disait Jean Cocteau. A droite, on le fait à coup de pince à épiler et de services publics ; à gauche, de machette et d'incantations.

Front National

La plupart des analystes l'ont remarqué, le programme du Front National n'est qu'une version modérée et édulcorée de ce que nous servait la gauche radicale-socialiste de la IIIème (jacobinisme, anti-communautarisme, nationalisme, laïcisme et surtout, puisque c'est ce qui nous concerne ici : égalitarisme). Au rebours de son père et de toute la droite traditionnelle, Marine Le Pen se fait l'échanson de l'égalité là où son parti a toujours défendu la liberté.

La France bleue marine ne serait toutefois pas une France rouge ; mais, bien une France du Service Public, « *patrimoine de première importance auquel les Français son très légitimement attachés* », cohérente avec l'exigence frontiste d'un « *État fort* », partout sur le territoire.

Or, selon la candidate du *Front National*, ce service public a été libéralisé à outrance, autant à l'*UMP* qu'au *PS* ; mouvement qui entraînerait une hausse des tarifs et donc en fin de compte, « *une rupture du principe d'égalité* ». Face au désengagement actuel, Marine Le Pen prône donc un État plus présent pour garantir les services publics, en vue de l'égalité. Cet État se construira grâce à :

- la modernisation et la rationalisation des services publics ;
- L'interruption des processus de libéralisation ;
- la sanctuarisation des participations publiques ;
- la garantie de la continuité territoriale ;
- les services publics garants du pouvoir d'achat ;
- la remunicipalisation de l'eau.

Son programme s'arrête néanmoins devant la parité, aux dires de Mélenchon et de ses sbires : quelle ignominie pour les femmes (oublie-t-il qu'elle en est/était une?) que cette proposition de ne plus rembourser l'avortement !

Debout La République

Nicolas Dupont-Aignan, qu'on aurait pourtant du mal à confondre avec le grand Charles, s'en réclame pourtant : « *les gaullistes ont toujours fait avancer la cause des femmes, depuis le droit de vote en 1944 ou la pilule en 1967.* »

L'égalité salariale entre hommes et femmes est donc « *l'objectif* » du quinquennat ; objectif assorti d'une mobilisation du parquet dans la lutte contre les violences conjugales et toute violence faite aux femmes. »

Union pour la Majorité Populaire

Le projet de l'*UMP* n'est pas officiellement établi.

Le bilan du Président de la République nous apprend toutefois que ce dernier a surtout axé cette lutte dans le cadre de l'école, de l'université ou de la fonction publique. Il s'est montré imprécis et contradictoire quand à la discrimination positive et a plutôt favoriser la parité, au sein du gouvernement du moins.

Il envisage d'ailleurs d'aller plus loin : pour lui, la parité "ne se limite pas" au gouvernement et doit s'exercer dans la vie quotidienne des Françaises, quitte à créer davantage de solutions de garde des enfants.

Il propose également une agence de recouvrement des pensions alimentaires non versées.

Sa porte-parole, Nathalie Kosciusko-Morizet a rappelé la loi sur l'égalité salariale, obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés. Le gouvernement punira ces entreprises qui ne paient pas de la même façon hommes et femmes ou qui ne leur donnent pas les mêmes responsabilités.

Mouvement Démocrate

François Bayrou a décidé de lutter contre les discriminations : « Et l'antiracisme, l'anti-discrimination, la recherche de l'égalité et de la fraternité, ce sont des valeurs républicaines élémentaires. »[\[1\]](#) Personne ne l'avait attendu pour cela et personne ne sera surpris par une telle déclaration. Il propose même que le référendum (qu'il mettrait en place le jour des législatives, en cas d'élection à la présidence de la République) renforcera l'obligation de parité pour que l'on sorte enfin de cette anomalie qui met la France à la 61ème place parmi les pays du monde pour la place des femmes dans la vie publique.

Parti Socialiste

"

« *L'âme de la France, c'est l'égalité.* »

"

Du haut de sa chaire, inénarrable François Hollande grossit sa voix, décrète ce qu'est l'égalité et veut même le rendre obligatoire (François Hollande peut-il obliger les gens à la vertu ?) :

"

« Je défendrai l'égalité des carrières professionnelles et des rémunérations entre les femmes et les hommes. Une loi sanctionnera les entreprises qui ne respectent pas cette règle, notamment par la suppression des exonérations de cotisations sociales. Un ministère des droits des femmes veillera notamment à son application effective. »

« En dix ans la droite a accordé aux ménages les plus aisés et aux grandes entreprises plus de 50 milliards d'euros de cadeaux fiscaux qui ont creusé la dette et accru les inégalités sans aucun bénéfice pour la croissance et l'emploi. Pour rétablir les finances publiques, j'en annulerai 29 milliards, équitablement répartis entre les ménages et les entreprises. »

« J'augmenterai les pouvoirs d'initiative et de contrôle du Parlement, notamment sur les nominations aux plus hauts postes de l'État afin de les rendre irréprochables. Je ferai voter une loi sur le non-cumul des mandats. Je renforcerai la parité entre les femmes et les hommes en alourdissant les sanctions financières contre les partis politiques qui ne la respectent pas. J'introduirai une part de proportionnelle à l'Assemblée nationale. »

"

Europe Ecologie Les Verts

C'est justement « indignée par les injustices et les inégalités sociales » qu'Eva Joly a décidé entrer en politique, il y a trois ans, avec *Europe Écologie*

Alors qu'« inégalités et discriminations ne cessent de s'amplifier », il est urgent de faire de l'égalité une « réalité concrète » ! Afin de construire une « République de l'égalité », décentralisée et participative, Eva Joly veut :

- établir un impôt sur le revenu individualisé, facteur d'égalité femmes-hommes ;
- donner la priorité aux quartiers populaires ;
- donner la pleine citoyenneté « à tous ceux qui se sentent exclus dans leur propre pays du fait de leur origine, de leur genre, de leur sexe, de leur âge, de leur handicap, de leur domicile » ;
- une école de l'émancipation et de la promotion sociale, facile d'accès même aux personnes handicapées ;
- la protection de la création ;
- une démocratie vivante ;
- un bouclier de services publics pour assurer la cohésion sociale, sur l'ensemble du territoire ;
- la marche de l'égalité hommes – femmes (salaire, contraception, IVG, violences conjugales) par la création d'un ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (dont les missions seront l'application de la loi sur l'égalité salariale, la facilitation de la contraception et de l'avortement, la

création d'un congé parental qui pourra être partagé entre les parents, la mise en place de logements pour héberger les femmes victimes de violences, la création la diffusion de la théorie du *gender*) ;

- donner un avenir à la jeunesse ;
- la restauration de la HALDE ;
- la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires ;
- le mariage et l'adoption pour tous ;
- et inscrire cela dans un « Pacte pour l'égalité » pour restaurer le « vivre ensemble » abîmé par la droite.

Le Parti de Gauche

Le programme de Jean-Luc Mélenchon est, à cet égard extrêmement clair et va même au-delà des incohérences de l'opinion bien-pensante. Son mérite est d'assumer les pensées à la mode jusqu'au bout : à la lutte contre les discriminations, il répond par la fin des frontières ; à l'application de l'égalité salariale entre hommes et femmes, par la refonte du droit du travail ; à « *l'explosion des inégalités* » entre « hyper-riches » et pauvreté de masse, par le vol des riches.

Il préconise des actions immédiates, telles :

- la réaffirmation de la loi de 1905 sur la laïcité ;
- l'instauration d'une négociation annuelle des partenaires sociaux pour le respect de l'égalité professionnelle entre femmes et hommes ;
- l'abrogation des lois LOPPSI, HADOPI et des lois sécuritaires et liberticides ;
- la régularisation des sans-papiers ;
- un bilan annuel sur les discriminations ;
- l'abrogation de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) de 2001 pour mettre en place des règles alternatives n'impliquant pas la réduction des dépenses publiques
- l'abrogation de la RGPP et plan de création d'emplois publics (dans l'enseignement, la santé, la justice, la police. . .)
- le doublement du montant de l'aide de l'État aux actions de prévention et d'aide sociale, à destination des collectivités et des associations.

Dans la durée, il prône :

- la création du ministère des Droits des femmes et de l'Égalité ;
- une loi-cadre de lutte contre les violences faites aux femmes ;
- une loi de lutte contre le sexisme.

[1] Vu ici :

<http://www.bayrou.fr/article/120229-anti-discrimination-la-recherche-de-legalite-et-de-la-fraternite-ce-sont-des>

"

***« Je défendrai l'égalité des carrières professionnelles
et des rémunérations entre les femmes***

et les hommes. Une loi sanctionnera les entreprises qui ne respectent pas cette règle, notamment par la suppression des exonérations de cotisations sociales. Un ministère des droits des femmes veillera notamment à son application effective. »

« En dix ans la droite a accordé aux ménages les plus aisés et aux grandes entreprises plus de 50 milliards d'euros de cadeaux fiscaux qui ont creusé la dette et accru les inégalités sans aucun bénéfice pour la croissance et l'emploi. Pour rétablir les finances publiques, j'en annulerai 29 milliards, équitablement répartis entre les ménages et les entreprises. »

*« J'augmenterai les pouvoirs d'initiative et de contrôle du Parlement, notamment sur les nominations aux plus hauts postes de l'État afin de les rendre irréprochables. Je ferai voter une loi sur le non-cumul des mandats. **Je renforcerai la parité entre les femmes et les hommes en alourdissant les sanctions financières contre les partis politiques qui ne la respectent pas.** J'introduirai une part de proportionnelle à l'Assemblée nationale. »*

